



# ARTICLE | L'APPROCHE D'IMPACT COLLECTIF A LE POTENTIEL DE SOUTENIR UNE TRANSITION CLIMATIQUE JUSTE DANS LES COMMUNAUTÉS

*LAURA SCHNURR ET JORGE GARZA*

Pour mettre fin à la pauvreté au niveau local, plus de 330 communautés à travers le Canada ont adopté une approche d'impact collectif – en créant des tables rondes multisectorielles, en s'engageant profondément auprès des communautés et en développant des plans de réduction de la pauvreté. Leur travail au cours des 20 dernières années, soutenu par l'Institut Tamarack, a contribué à réduire considérablement la pauvreté au Canada. Que se passerait-il si nous adaptions et appliquions ce même modèle pour faire avancer une transition climatique juste et équitable, en soutenant le développement de plans de transition locaux dans des centaines de communautés ? Cette approche pourrait-elle nous aider à atteindre l'échelle nécessaire pour réduire les émissions du Canada à un niveau net zéro, tout en ne laissant personne pour compte ?

## LES COMMUNAUTÉS CANADIENNES RÉPONDENT À LA CRISE CLIMATIQUE DE NOMBREUSES MANIÈRES

### Le rôle des villes et des communautés face à l'urgence climatique

La nécessité de s'attaquer de façon urgente à la crise climatique est désormais un fait bien établi. Dans son dernier rapport paru en août 2021, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a qualifié la situation actuelle d'« alerte rouge pour l'humanité ». Ce rapport vient en effet confirmer que la planète se réchauffe plus rapidement que prévu, et que ce réchauffement engendre des conditions météorologiques extrêmes sur tous les continents. L'augmentation de la température mondiale

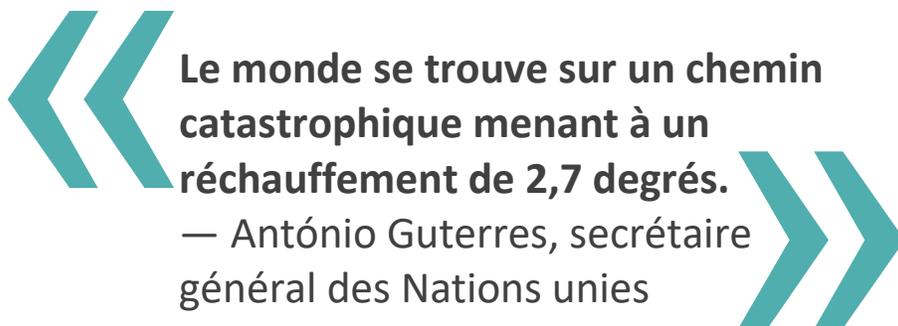
---

moyenne a de fortes chances de dépasser le seuil de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels entre 2030 et 2050, soit dix ans plus tôt que ce qu'indiquaient les précédentes prévisions. Au Canada, il est prévu que les vagues de chaleur, les sécheresses et les fortes pluies empireront et deviendront plus fréquentes. À la suite de la publication du rapport du GIEC, une analyse menée par les Nations unies a révélé que la température mondiale pourrait augmenter de 2,7 °C d'ici la fin du présent siècle, et ce, même si tous les pays parviennent à atteindre les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) qu'ils se sont fixées (d'après leurs engagements actuels).

son dernier rapport paru en août 2021, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Outre la crise climatique, les communautés affrontent de nombreux autres défis, dont l'actuelle pandémie de COVID-19, la pauvreté persistante, la montée des inégalités, la pénurie de logements abordables, et les lacunes sur le plan de l'équité et de la justice pour en nommer que quelques-uns. Comme l'indique le Réseau action climat Canada dans le document intitulé [Un vrai leadership face à](#)

[l'urgence climatique](#) faisant état de ses priorités politiques pour les élections fédérales, « Le climat est intimement lié à tous les autres aspects de notre vie : la santé, l'emploi, le logement, l'éducation, la justice sociale et la sécurité. Il impacte le bien-être de chaque personne, ainsi que toutes les autres espèces avec lesquelles nous partageons cette planète. »



**Le monde se trouve sur un chemin catastrophique menant à un réchauffement de 2,7 degrés.**  
— António Guterres, secrétaire général des Nations unies

Les villes et les communautés sont bien positionnées pour diriger les efforts qui nous mèneront à une transition climatique juste et équitable. La Fédération canadienne des municipalités estime que les municipalités du pays ont une emprise sur environ [50 % des émissions totales de GES du Canada](#). Cela est dû au rôle de premier plan qu'elles jouent en regard de la planification de l'utilisation du territoire, des transports, de l'environnement construit, et de la gestion des déchets. Elles font montre de plus de souplesse que les paliers gouvernementaux supérieurs, et sont ainsi en mesure de réagir rapidement face aux crises émergentes. Elles sont également en contact avec le terrain et peuvent donc interagir régulièrement avec leurs résident-e-s. Comme l'illustrent de nombreux exemples parmi lesquels figurent le [Fonds atmosphérique](#) et la [Ligue des communautés canadiennes sobres en carbone](#), les villes constituent des incubateurs naturels permettant de tester des solutions qui peuvent ensuite être appliquées à plus grande échelle.

Plusieurs organisations soutiennent les efforts des communautés canadiennes dans leur lutte contre les changements climatiques. Parmi celles-ci se trouvent la Fédération canadienne des municipalités, qui soutient les municipalités dans leurs efforts visant à réduire leurs émissions de GES et à entreprendre des projets locaux faisant la promotion de la durabilité; Climate Caucus, qui est un réseau d'élue-e-s locaux qui sont des chefs de file dans la lutte aux changements climatiques très sensibilisés à la justice climatique; Climate Emergency Unit, qui travaille auprès de tous les paliers gouvernementaux et la société civile afin

---

de mobiliser la population autour de la décarbonation, de la justice sociale et de l'équité; et le Climate Reality Project qui, à l'aide de son Community Climate Hub, épaula la coordination d'initiatives climatiques locales afin de maximiser leur incidence.

### Reconnaissance, engagement et action

Devant l'urgence climatique de plus en plus pressante, les villes et les communautés se mobilisent de nombreuses manières. Elles ont déclaré l'état d'urgence climatique, se sont donné d'ambitieux cibles climatiques, et prennent les moyens d'atteindre leurs objectifs en élaborant et mettant en œuvre des plans d'action climatique.

Au cours des dernières années, les administrations municipales et les autres paliers gouvernementaux dans le monde ont [déclaré des états d'urgence climatique](#). Jusqu'à présent, plus de 2 000 collectivités publiques réparties dans 35 pays (ce qui englobe plus d'un milliard de personnes) ont déclaré l'état d'urgence climatique. Au Canada, [plus de 500 collectivités publiques](#) ont adopté des motions en ce sens, la vaste majorité l'ayant fait en 2019. Bien que de telles motions aient pour la plupart été adoptées par des conseils municipaux, la Chambre des communes du Canada, l'Assemblée nationale du Québec, l'Assemblée législative du Yukon, la Première Nation Vuntut Gwitchin au Yukon, de même que plusieurs conseils régionaux, l'ont également fait. De son côté, l'Assemblée des Premières Nations, qui constitue l'organisation nationale qui représente et défend les intérêts des 634 Premières Nations au Canada, a déclaré [l'état d'urgence climatique pour les Premières Nations](#) en 2019.

Au Canada et partout dans le monde, les villes prennent part à la campagne [Objectif zéro](#), s'engageant ainsi à entreprendre des « actions vigoureuses et immédiates afin de réduire de moitié les émissions mondiales de GES d'ici 2030, et de parvenir à temps à créer un monde plus sain, plus juste et sans carbone ». En date de la mi-octobre 2021, plus de 1,000 villes autour du monde participaient à la campagne Objectif zéro émission, parmi lesquelles se retrouvent [21 municipalités canadiennes](#) situées en Ontario, au Québec, en Colombie-Britannique, et en Nouvelle-Écosse. Les trois plus importantes métropoles canadiennes (Toronto, Montréal, et Vancouver), de même que plusieurs villes de taille moyenne (Hamilton, Ottawa, Victoria, et Halifax), participent également à cette campagne.

S'il est d'abord nécessaire de reconnaître le caractère urgent de la crise climatique et de s'engager à mettre en œuvre des actions pour résoudre celle-ci, il est essentiel d'élaborer et de mettre en œuvre un plan robuste et complet afin d'assurer une transition climatique juste et équitable. Les communautés doivent élaborer et mettre en œuvre des plans proposant des mesures concrètes, comme le font déjà plusieurs villes canadiennes. Par exemple, le [plan d'action d'urgence climatique de Vancouver](#) constitue probablement une référence en la matière au Canada, alors qu'il présente un niveau d'ambition adéquat en regard de l'ampleur du défi qu'il entend relever. Ses cibles, qui consistent à réduire de moitié les émissions de GES d'ici 2030 puis à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, sont conformes à celles mises de l'avant par le GIEC afin de limiter le réchauffement à 1,5 °C. De plus, ce plan décrit un ensemble de mesures et de politiques ambitieuses applicables à différents domaines (mobilité et transports, construction et rénovation, capture du carbone) qui permettront à Vancouver d'atteindre ses cibles, le tout dans une perspective d'équité.

---

## Limites de l'approche actuelle

Bien que les efforts déployés par les communautés demeurent essentiels à la lutte contre les changements climatiques, ils sont loin d'être suffisants si nous voulons éviter la catastrophe. Seule une minorité des villes et des communautés canadiennes ayant déclaré l'état d'urgence climatique en 2019 ont élaboré un plan d'action climatique depuis lors. Plusieurs d'entre elles reconnaissent la nécessité de le faire, mais ne savent pas trop comment entreprendre cette tâche considérable. Plusieurs dirigeant-e-s de même qu'organisatrices et organisateurs comprennent l'importance de mobiliser l'ensemble de leur communauté face aux changements climatiques et de s'assurer du leadership et de l'engagement des gouvernements locaux, du secteur communautaire, du monde des affaires et des résident-e-s. Toutefois, ils ne savent pas comment procéder.

Par ailleurs, les liens entre la crise climatique et les différentes crises écologiques et sociales auxquelles nous faisons face sont devenus de plus en plus évidents au cours des dernières années. Or, les communautés sont en train de réaliser que ces crises, qui exacerbent les iniquités, les inégalités et la pauvreté en plus de nuire à la santé et au bien-être des gens, ne peuvent être résolues de manière isolée, mais nécessitent plutôt une [approche permettant de les résoudre simultanément](#). Les bons plans d'action climatique doivent ainsi tenir compte des répercussions des politiques ou les mesures sur les différentes dimensions, tout en s'assurant qu'elles favorisent la justice et l'équité. Les plans d'action climatique qui ont uniquement pour objectif de réduire les émissions de GES ne feront qu'exacerber les autres problèmes. Cependant, bien que les communautés soient de plus en plus convaincues de la nécessité de résoudre plusieurs problèmes à la fois, cela complexifie davantage l'élaboration d'un plan d'action.

Finalement, le fait que seule une poignée de communautés canadiennes aient élaboré des plans d'action climatique — et elles sont encore moins nombreuses à avoir mis sur pied des plans multidimensionnels conformes aux recommandations scientifiques — souligne la nécessité d'agir à une échelle beaucoup plus vaste. Il faut donc qu'un grand nombre de communautés élaborent leur propre plan de transition climatique.

L'idée de résoudre plusieurs problèmes à la fois n'est pas nouvelle; elle a été testée et démontrée dans le cadre de la lutte contre la pauvreté au Canada. La prochaine section aborde l'approche d'impact collectif, et la manière dont elle a été appliquée — à grande échelle — dans plus de 300 communautés à travers le Canada de sorte à réduire la pauvreté de manière importante.

## QUELLES LEÇONS POUVONS-NOUS TIRER DES COMMUNAUTÉS CANADIENNES QUI SONT PARVENUES À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ?

[Au cours des 20 dernières années](#), l'Institut Tamarack a collaboré avec des agent-e-s de changement à travers le Canada — et le monde — afin de catalyser l'action collective en vue d'induire des changements dans les communautés de sorte à répondre à des enjeux sociaux majeurs, notamment la pauvreté. Les leçons tirées de ce travail ont aidé les communautés à mettre en œuvre leurs propres solutions locales et à renforcer leur leadership, créant ainsi des milieux dynamiques où vivre et grandir. Alors que l'Institut Tamarack s'apprête à tisser de nouvelles relations avec des champion-ne-s

---

communautaires capables d'élaborer des solutions locales à la crise climatique, il est utile de tenir compte de la sagesse que les communautés ont développée collectivement en travaillant ensemble à changer les systèmes et les politiques.

### Tirer parti des acquis collectifs pour induire des changements sociaux : tirer des leçons de Communautés éliminant la pauvreté

En 2002, Villes réduisant la pauvreté (VRP), une communauté de pratique liée à l'initiative Communautés dynamiques a entrepris un projet pilote dans le cadre duquel 13 villes ont réuni des dirigeant-e-s communautaires de même que des représentant-e-s de gouvernements, d'organisations à but non lucratif, d'œuvres caritatives et du secteur privé pour tenter d'élaborer une approche commune visant à réduire la pauvreté. Entre 2002 et 2012, les membres de VRP ont appris comment mettre sur pied un plan d'action commun (c.-à-d. une stratégie de réduction de la pauvreté), un système d'évaluation commun leur permettant de rendre compte de l'incidence de leur travail, un budget viable, et une structure de gouvernance robuste. L'Institut Tamarack a soutenu ces membres tout au long de leur parcours d'apprentissage en leur donnant l'occasion de nouer contact, et en les encourageant à apprendre les un-e-s des autres par l'entremise de communautés de pratiques, de séances d'accompagnement, de leçons apprises dans le cadre d'études de cas, d'outils et de guides. Conséquemment, plus de 200 000 résident-e-s ont pu bénéficier de ces efforts de réduction de la pauvreté durant cette période.

Aujourd'hui, VRP est devenu [Communautés éliminant la pauvreté \(CEP\)](#); cette communauté de pratique soutient 91 membres représentant 350 communautés à travers le Canada alors qu'elles se sont engagées à élaborer et mettre en œuvre leur propre plan visant à éliminer la pauvreté. Ces communautés ont mis sur pied des tables de dirigeant-e-s multisectorielles, mobilisé des personnes ayant vécu ou vivant la pauvreté, et mis en œuvre leurs vision commune et plan respectifs. Leurs efforts ont permis de réduire de manière importante le taux de pauvreté à travers le pays. Elles auront notamment [permis une réduction de 24 % du taux de pauvreté](#) entre 2015 et 2018, permettant ainsi à plus d'un million de Canadien-ne-s de se sortir de la pauvreté, et démontrant que le [changement social est possible](#) lorsque l'approche d'impact collectif est mise à profit pour catalyser l'action.

Plusieurs communautés à travers le Canada jouent le rôle de chefs de file alors qu'elles s'inspirent de récits d'agent-e-s de changement ayant adopté l'approche d'impact collectif pour réduire la pauvreté de manière novatrice et transformatrice. Certaines communautés ont utilisé l'approche « qui change la donne » proposée en 2016 par Mark Holmgren, ancien directeur de CEP, dans le cadre de leur stratégie de réduction de la pauvreté et de leur travail d'évaluation. Leurs efforts ont couvert jusqu'à huit domaines d'intervention à fort potentiel d'incidence reconnus pour avoir des effets positifs en cascade sur l'élimination de la pauvreté : le revenu et l'emploi, le logement, les transports, l'éducation, la santé, le développement de la petite enfance, la sécurité alimentaire, et l'autonomisation financière. La carte suivante indique l'emplacement de cinq communautés dont les initiatives axées sur les domaines d'intervention à fort potentiel de retombées, méritent d'être rapportées :



Figure 1. Les communautés font figure de chefs de file dans la lutte contre la pauvreté. Institut Tamarack.

Alors que l'Institut Tamarack continue de collaborer avec les communautés pour catalyser le changement social, il est essentiel de réfléchir à la manière dont l'approche d'impact collectif peut aider les communautés à atteindre des résultats probants.

Comprendre l'approche d'impact collectif et son rôle dans la réduction de la pauvreté

L'[approche d'impact collectif](#) a joué un rôle essentiel dans la consolidation et le déploiement des efforts visant à réduire la pauvreté, en plus de maximiser les bénéfices de la collaboration pour les membres de CEP. Le travail que mène CEP dans les communautés s'appuie sur les cinq conditions nécessaires à l'impact collectif : plan d'action commun, système d'évaluation commun, activités se renforçant mutuellement, communication constante, et mise en place d'une infrastructure pour soutenir la progression du travail. L'expérience qu'a vécue CEP en appliquant cette approche permet de dégager de précieuses leçons quant à la manière de relier, de renforcer et d'amplifier les efforts déployés localement pour changer les systèmes. Certaines de ces leçons sont résumées ci-dessous. Elles sont tirées des [récits de membres de CEP](#) qui décrivent l'application des cinq conditions nécessaires à l'impact collectif à leur travail, de même que des constats du [rapport synthèse 2015-2020 sur l'incidence de Villes réduisant la pauvreté](#) et du [rapport d'incidence 2020 de Villes réduisant la pauvreté](#).

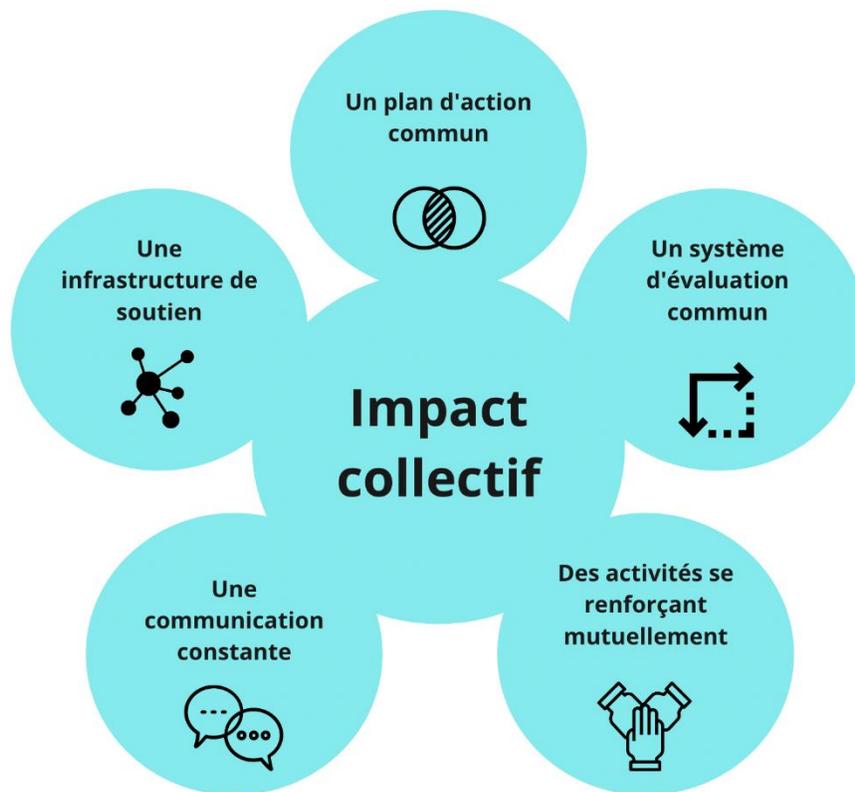
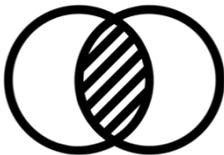


Figure 2. Les cinq conditions de l'impact collectif. Institut Tamarack.

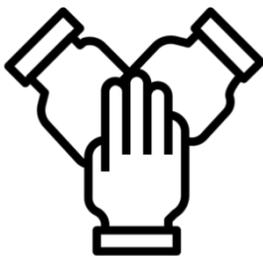
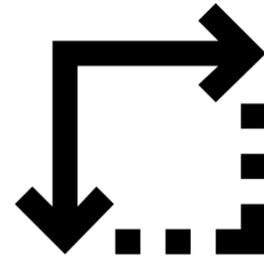


**Établir un plan d'action commun** pour le changement social nécessite que les communautés trouvent un terrain d'entente malgré leurs valeurs, intérêts et points de vue différents. Pour y parvenir, il est essentiel de mettre en place une table de dirigeant-e-s locaux afin de déterminer les causes profondes du problème en cause, d'élaborer une vision commune de l'avenir, de mettre sur pied les stratégies centrales, de définir les démarches permettant d'induire des changements, et de faire croître le mouvement en faveur du changement. Des communautés comme Sault-Sainte-Marie ont ainsi adopté l'approche d'impact collectif.

Cela leur a permis de convier les organisations locales à des tables rondes, d'élaborer leur propre théorie du changement, d'établir des objectifs, et de déterminer les mesures nécessaires pour parvenir à leur principal objectif.

---

En contribuant à la promotion d'**un système d'évaluation commun**, CEP s'impose comme une référence au Canada en ce qui concerne la théorie et la pratique se rapportant aux efforts locaux déployés pour réduire la pauvreté. Un système d'évaluation commun permettant de suivre la progression et d'évaluer la performance aide à déterminer si une initiative collaborative va dans la bonne direction et mène à l'atteinte des objectifs à long terme. Un tel système permet également aux communautés et à leurs partenaires de célébrer leurs réussites, et de comprendre l'incidence de leurs contributions. Il contribue en outre à convaincre les bailleurs de fonds et les partenaires à continuer d'investir dans l'initiative, et à donner envie à d'autres d'embrasser la cause. Le comté de Dufferin en Ontario a mis en place un système d'évaluation commun qui a permis aux participant-e-s d'évaluer leurs contributions respectives, d'apprendre les un-e-s des autres, et d'améliorer leurs mesures et leurs résultats de façon constante.



Mettre en place des **activités se renforçant mutuellement** consiste à coordonner les différentes actions au sein d'un réseau à l'aide d'un plan cohérent qui tient compte des multiples facettes de la pauvreté. Les activités se renforçant mutuellement facilitent la répartition des ressources, en plus de permettre aux communautés d'évaluer de manière réaliste les ressources dont disposent les actrices et acteurs locaux (ex. : connaissances, réseaux, relations) pour induire des changements.

Par exemple, la formation en culture financière offerte à Edmonton n'encourage pas seulement les personnes qui y participent à épargner, mais les aide également à investir ces épargnes dans leur perfectionnement professionnel afin qu'elles puissent trouver un meilleur emploi. Définir des domaines d'intervention à fort potentiel d'incidence dans lesquels s'investir aide les communautés à élaborer des plans d'action cohérents qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs, de générer des retombées positives en cascade, et de promouvoir les activités se renforçant mutuellement.

**Communiquer de façon constante** et impliquer véritablement les partenaires sont des moyens d'établir la confiance et d'approfondir les relations de travail. Cela donne notamment la possibilité d'avoir de franches discussions productives et de maintenir la cohésion aux différents niveaux. Cela peut prendre différentes formes : séances d'accompagnement, documents politiques, activités d'apprentissage en groupe, et évaluations afin de s'assurer que les participant-e-s atteignent les objectifs du groupe.

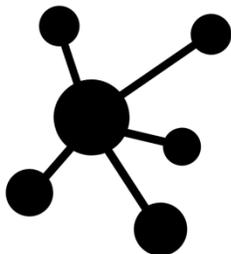


À Saint John au Nouveau-Brunswick, les membres reçoivent de l'information pertinente au bon moment, ce qui permet de les garder motivés et d'assurer l'atteinte des objectifs.

---

*« En aidant les gouvernements provinciaux et territoriaux à élaborer des plans, et en maintenant une excellente communication avec les villes et les communautés qui travaillent à réduire la pauvreté et qui se sont également dotées de plans, nous pouvons mieux savoir ce qui fonctionne. »*

— Paul Born, [2015-2020 Cities Reducing Poverty Five-Year Impact](#) (en anglais).



Une infrastructure de soutien permet de réunir des chefs de file en matière de réduction de la pauvreté provenant des quatre coins du Canada. De la sorte, ils peuvent travailler entre pairs pour faire des apprentissages, tester des idées, élaborer des plans de réduction de la pauvreté, et rendre compte des retombées. Une équipe dédiée à l'infrastructure de soutien s'occupe d'organiser et de disséminer les connaissances, et voit à offrir du soutien selon les besoins. Par exemple, à Winnipeg, le conseil mis sur pied pour épauler le travail visant à réduire la pauvreté agit à titre d'infrastructure de soutien.

Ses fonctions sont les suivantes : fournir de l'information aux parties prenantes, organiser les rencontres, élaborer des stratégies, assurer la planification, mener l'évaluation évolutive, et sensibiliser la communauté.

## L'IMPACT COLLECTIF : UNE APPROCHE PROMETTEUSE POUR SOUTENIR UNE TRANSITION CLIMATIQUE JUSTE ET ÉQUITABLE DANS LES COMMUNAUTÉS

Tout comme la pauvreté, la crise climatique n'est pas un problème qui peut être résolu par une seule personne ou par un petit groupe travaillant de manière isolée. Pour y parvenir, il est nécessaire que les différents secteurs collaborent tout en étant guidés par une vision et un objectif communs. Les cinq conditions nécessaires à l'impact collectif offrent un cadre susceptible de catalyser la collaboration. Ces conditions s'appuient les unes sur les autres et agissent comme un tout, contribuant ainsi à l'établissement d'un véritable engagement communautaire fondé sur la confiance. De la sorte, l'approche d'impact collectif fournit aux communautés les bases nécessaires pour élaborer une vision commune de l'avenir et entreprendre d'ambitieuses actions pour répondre à l'urgence climatique.

*« Mettre l'accent sur l'aspiration de la communauté peut selon nous avoir une incidence encore plus forte lorsque cela s'accompagne de la création d'un vaste mouvement en faveur du changement. Pour ce faire, les participant-e-s doivent se fonder sur les valeurs prônées par la communauté pour créer des retombées suffisamment ambitieuses qu'elles ne pourraient pas se concrétiser dans le cadre du scénario habituel. »*

— Mark Cabaj et Liz Weaver, [Collective Impact 3.0](#) (en anglais)

Imaginez si, d'ici 2025, des centaines de communautés à travers le Canada parvenaient à élaborer et à

---

mettre en œuvre leur propre plan local pour la transition climatique visant à réduire de moitié leurs émissions de GES à l'horizon 2030 et à atteindre la carboneutralité à l'horizon 2050 tout en promouvant l'équité et la justice. Le Canada sera-t-il en mesure d'atteindre ses cibles de réduction d'émissions de GES sans laisser personne pour compte?

L'expérience de CEP donne un aperçu de la manière d'atteindre une telle échelle. Comme ce fût le cas lors du déploiement des premiers efforts visant à réduire la pauvreté au Canada, il sera probablement nécessaire qu'un groupe de communautés pionnières, de petite comme de grande tailles, prenne les devants. Ce groupe de communautés travaillerait avec diligence afin de mettre sur pied des tables de dirigeant-e-s multisectorielles, de mobiliser la communauté autour d'une vision commune, d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action, et de rendre compte des résultats. Ces communautés pionnières donneraient envie à d'autres de faire la même chose, ce qui, par ricochet, entraînerait des changements à l'échelle systémique.

Le plan de chaque communauté refléterait leur contexte particulier, incluant leurs principales sources d'émissions de GES (qui diffèrent d'une communauté à l'autre), leurs cibles de réduction, et leurs choix d'indicateurs à suivre. Suivant l'exemple de CEP, qui a ciblé plusieurs domaines d'intervention à fort potentiel d'incidence, les communautés devraient être encouragées à mener le processus de transition climatique en appliquant une approche qui reconnaît les multiples facettes de la crise climatique, et est conséquemment susceptible de résoudre plusieurs problèmes à la fois.

Conformément au modèle adopté par CEP, les communautés qui désirent entamer une transition climatique devraient bénéficier d'une infrastructure de soutien afin de mettre sur pied des activités se renforçant mutuellement guidées par un plan d'action et un système d'évaluation communs, en plus d'avoir accès à un réseau contribuant au renforcement des efforts locaux. L'infrastructure de soutien assurerait également la cohésion entre les chefs de file en matière de transition climatique aux quatre coins du pays afin qu'ils puissent échanger des connaissances et tirer mutuellement des leçons de leurs expériences. Mettre ainsi en contact ces chefs de file amplifierait la voix de ceux qui sont les moins entendus, de sorte qu'ils puissent jouer un rôle central dans le pilotage de la transition. L'expérience de CEP montre que cela est possible lorsque les communautés bénéficient d'une infrastructure de soutien adéquate.

Alors que nous faisons face à une crise d'ampleur planétaire, les leçons tirées de l'application de l'approche d'impact collectif à la réduction de la pauvreté permettront aux communautés de remplacer les cloisons par la collaboration, et de mettre sur pied l'infrastructure sociale nécessaire pour formuler et mettre en œuvre une vision juste et ambitieuse pour notre avenir collectif. Le tour de force consistant à amener 350 communautés à travailler ensemble pour mettre un terme à la pauvreté à l'aide de l'approche d'impact collectif montre qu'il est possible d'avoir une incidence d'une ampleur appropriée. La prochaine étape consiste toutefois à nous demander si nous parviendrons à gagner cette ampleur suffisamment rapidement pour éviter un désastre écologique. Nous ne pouvons certainement pas attendre 20 ans, soit le temps qui a été nécessaire à CEP pour atteindre son ampleur actuelle. Heureusement, le modèle de CEP a fait ses preuves sur le plan de la réduction de la pauvreté, ce qui permettra de rapidement le répliquer lorsqu'il deviendra urgent de procéder à la transition

---

climatique. Si ce modèle peut être répliqué à la vitesse et à l'ampleur nécessaires, les communautés à travers le pays pourraient aider le Canada à se départir de sa [réputation de pays qui se traîne les pieds face à la crise climatique](#), et à prouver qu'il peut être un leader mondial dans la lutte contre les changements climatiques.

*« Nous n'envisageons pas le réchauffement planétaire comme une fatalité, mais plutôt comme une invitation à bâtir, à innover et à induire des changements; comme une voie menant à l'éveil de la créativité, de la compassion et du génie. Il ne s'agit pas d'un programme libéral ni d'un programme conservateur. Il s'agit du programme de l'humanité. »*

— Paul Hawken, [Drawdown](#) (en anglais)

**Post-scriptum :** Au mois de juin 2021, l'Institut Tamarack a lancé Communautés pour la transition climatique afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle l'application de l'approche d'impact collectif a le potentiel d'accélérer une transition climatique juste et équitable. Pour en savoir davantage, visitez le [www.tamarackcommunity.ca/communityclimatetransitions](http://www.tamarackcommunity.ca/communityclimatetransitions).

Financé par le gouvernement du Canada par le biais du Programme de financement des objectifs de développement durable.

**Canada**

Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.